



COMMUNIQUÉ

Pour Diffusion immédiate

Des OSBL d'habitation en danger de réduire leurs services à des clientèles dans le besoin !

Montréal, le 13 janvier 2004 –Le Réseau québécois des OSBL d'habitation lance un appel urgent au gouvernement du Québec pour qu'il mette rapidement en place une véritable politique de financement du support communautaire dans les OSBL d'habitation qui logent des personnes fragilisées et vulnérables.

Les OSBL d'habitation ont développé depuis 20 ans un modèle de service pour les personnes vulnérables, les personnes âgées en perte d'autonomie, les personnes fragilisées et itinérantes ou à haut risque d'itinérance et pour les personnes ayant des troubles de santé mentale. Ces services vont au delà du simple logement. Les OSBL d'habitation ont toujours eu à coeur d'offrir des services de qualité et de favoriser l'implication citoyenne de leurs locataires. Ainsi, ces derniers se mettent à l'abri des abus déplorables qu'on a pu constater au cours des derniers mois dans certains établissements. Mais pour maintenir tous ces services il faut du personnel, et aujourd'hui, les tapes dans le dos et les « continuez le bon travail » ne suffisent plus.

À bout de souffle et las des promesses, des dizaines d'organismes sans but lucratif (OSBL) d'habitation du Québec sont en danger et réclament une aide imminente du gouvernement. Car les gouvernements, tant à Québec qu'à Ottawa, ont financé et financent encore des projets immobiliers d'OSBL, sans que le financement de services adéquats soit assuré à long terme. Pour les gestionnaires des immeubles c'est le cul-de-sac. En effet, il leur est impossible, dans la plupart des cas, de refiler entièrement la facture aux locataires, soit parce que les programmes ne le permettent pas, soit parce que ceux-ci n'ont pas la capacité de payer. Résultat : les organismes font face à des difficultés financières grandissantes, ont recours à des manoeuvres intenables pour assurer les services, changent la vocation des immeubles, ou, dans des cas extrêmes, ferment leurs portes.

Depuis plusieurs années, ces OSBL demandent un programme de financement pour le support communautaire pour leurs locataires. Bien que les besoins soient reconnus, bien que des dizaines de nouveaux projets pilotes ou expérimentaux touchant un petit nombre d'OSBL soient déjà nés, à ce jour, aucune véritable politique de financement du support

communautaire proposant une solution globale et récurrente n'a encore été mise de l'avant.

Pourtant, les recherches réalisées au cours des dernières années nous démontrent clairement les bienfaits que les interventions de support communautaire en logement peuvent entraîner. En effet, elles assurent une stabilisation et un ancrage dans ce que nous pourrions appeler la « vie normale », c'est-à-dire les formes de citoyenneté les plus élémentaires comme la résidence, le lien social, l'identité et le fondement d'un bonheur de base. De plus, les études démontrent que les personnes qui habitent un logement offrant un support communautaire ont modifié leurs besoins en matière de services de santé en utilisant davantage des services légers (CLSC, clinique médicale, services ponctuels en milieu hospitalier, etc.), plutôt que des services lourds (services d'hébergement, hospitalisation de longue durée, hébergement dans les centres hospitaliers psychiatriques, services carcéraux et judiciaires, etc.).

C'est dans cette perspective, au nom de ces organismes en difficulté, que le Réseau québécois des OSBL d'habitation, organisation qui représente près de 200 d'OSBL d'habitation regroupés au sein de cinq fédérations régionales, fait un requête au gouvernement du Québec. Ce dernier doit assurer une intervention rapide pour trouver une solution globale aux problèmes de financement du soutien communautaire en OSBL d'habitation, en oubliant les projets pilotes ou expérimentaux sans lendemain de même que les sauvetages à la pièce.